

Penser l'engagement et la violence des combattantes kurdes : des femmes en armes au sein d'ordres partisans singuliers

In Caroline Guibet-Lafaye et Alexandra Frénod (dir.), *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'INALCO, 2019, p. 177-197.

Olivier GROJEAN

Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP/CNRS

Résumé : Les femmes combattantes kurdes sont depuis quelques années fortement médiatisées. Ces représentations médiatiques correspondent-elles néanmoins à la réalité des rapports genrés au sein des différentes organisations du mouvement kurde ? Comment penser l'engagement de ces femmes et la manière dont elles sont intégrées dans les unités combattantes ? Est-il enfin possible de parler à leur propos d'émancipation dans et par la violence ? Répondre à ces questions nécessite une réhistorisation du phénomène, afin de souligner le rôle des organisations (de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie) dans la promotion d'un modèle d'engagement féminin (et masculin) singulier et de rendre compte de la complexité des rapports de pouvoir dans lesquels les femmes combattantes sont prises aujourd'hui. Il conviendra aussi de distinguer « engagement dans une organisation violente » et « engagement dans la violence » : si le premier correspond bien à un processus individuel et micro-sociologique, le second est d'abord fonction de l'organisation, et ne peut s'analyser qu'à une échelle méso-sociologique.

Mots-clés : engagement, militantisme, guérilla, violence, genre, combattant, kurde, Kurdistan

Thinking the commitment and violence of Kurdish women fighters: women in arms in singular partisan orders

Abstract: Kurdish women fighters have been highly publicized in recent years. Do these media representations nevertheless correspond to the reality of gender relations within the various organizations of the Kurdish movement? How to think the commitment of these women and the way they are integrated into the fighting units? Is it finally possible to speak about them in terms of emancipation in and through violence? Responding to these questions requires a historicization of the phenomenon in order to highlight the role of the organizations (from Turkey, Iran, Iraq and Syria) in the promotion of a singular model of female (and male) commitment and to report on the complexity of the power relations in which female combatants are placed today. A distinction must also be drawn

between “commitment to a violent organization” and “commitment to violence”: while the former corresponds to an individual and micro-sociological process, the latter is primarily a function of the organization and can only be analyzed at a meso-sociological scale.

Keywords: engagement, activism, guerilla, violence, gender, fighter, kurd, Kurdistan

Das Engagement und die Gewalt kurdischer Kämpferinnen: Frauen in Waffen in besonderen Partisanenorden

Abstract: In den letzten Jahren wurden kurdische Kämpferinnen stark publik gemacht. Entsprechen diese medialen Darstellungen dennoch der Realität der Geschlechterverhältnisse innerhalb der verschiedenen Organisationen der kurdischen Bewegung? Wie sollten wir über das Engagement dieser Frauen denken und wie sie in die Kampfverbände integriert werden? Ist es endlich möglich, über Emanzipation in und durch Gewalt zu sprechen? Die Beantwortung dieser Fragen erfordert ein Umdenken, um die Rolle von Organisationen (aus der Türkei, dem Iran, dem Irak und Syrien) bei der Förderung eines einzigartigen Modells des weiblichen (und männlichen) Engagements hervorzuheben und um die Komplexität der Machtverhältnisse widerzuspiegeln, in denen Kämpferinnen heute gefangen sind. Es wird auch notwendig sein, zwischen "Engagement in einer gewalttätigen Organisation" und "Engagement in Gewalt" zu unterscheiden: Wenn erstere einem individuellen und mikrosoziologischen Prozess gut entspricht, ist letztere zunächst eine Funktion der Organisation und kann nur auf mesosozialer Ebene analysiert werden.

Schlüsselwörter: Engagement, Aktivismus, Guerilla-Kriegsführung, Gewalt, Geschlecht, Kombattanten, Kurdisch, Kurdistan

Depuis l’assassinat de trois militantes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2013 à Paris, mais surtout depuis la bataille de Kobanê (septembre 2014-janvier 2015), les combattantes kurdes sont au cœur des discours politiques et médiatiques sur le conflit syrien. Pourtant, l’engagement féminin au sein du PKK est bien plus ancien (il date du début des années 1990, avec sans doute plus de 30 % de combattantes en 1993) et des unités spécifiquement féminines existent dans la guérilla kurde de Turquie depuis 1995, sans que les observateur-trice-s ne s’en soient réellement intrigués avant le milieu des années 2000. Cet intérêt nouveau repose sans doute sur le contraste politique souvent mis en avant dans le conflit qui a opposé de 2014 à 2019 les unités kurdes à l’État islamique : les forces armées du PYD - parti de l’Union démocratique, l’organisation sœur du PKK en Syrie – étant présentées

comme menant un combat anti-patriarcal, juste et progressiste alors que l'État islamique était considéré comme une organisation misogyne, obscurantiste et sanguinaire. Mais il est également à mettre en relation avec une forme de « glamourisation » de la guerre, comme le montre le nombre de d'articles de journaux parus sur l'« Angelina Jolie du Kurdistan » (Asia Ramazan Antar) à sa mort dans des combats contre l'État islamique en septembre 2016, et une forme de « romantisation » de la résistance et de la guérilla (pour un certain nombre de groupe de gauche et d'intellectuels, « radicaux » ou non).

Un premier article sur les représentations médiatiques des combattantes kurdes dans la presse anglaise et française montre en effet que leur engagement est souvent décrit à l'aune de leur émotivité ou de leur physique (surtout dans la presse anglaise) et qu'il est toujours pensé en termes d'exceptionnalité (presses anglaise et française) (Toivanen et Baser, 2016). En cela, les perceptions de ces combattantes sont bien genrées : quand elles ne sont pas occultées, elles recourent peu ou prou les stéréotypes mis en évidence par une récente littérature francophone sur la violence des femmes. Selon ces études en effet, les « femmes violentes » sont généralement pensées par les médias ou les institutions publiques comme subordonnées à des hommes (relativisation, victimisation, déresponsabilisation), mues par la passion (dépolitisation, psychologisation, pathologisation), plus violentes ou plus résistantes que les autres (exceptionnalité), et sont soit érotisées, soit décrites comme des « furies » ou des « pétroleuses » (entre désir et déviance dangereuse) (Cardy et Pruvost, 2012 ; Bugnon, 2015). Néanmoins, l'article de Toivanen et Baser souligne également le regard plus politique et idéologique de la presse française sur ces femmes : elles se seraient ainsi engagées contre l'État islamique, pour défendre l'égalité homme-femme et le pluralisme, et leur lutte induirait une forme d'émancipation tout à la fois sociale et politique (Toivanen et Baser, 2016, p. 303), ce qui recoupe, à divers degrés, certains imaginaires militants de gauche.

Toutes ces analyses visent à mettre au jour les cadres d'interprétation, les grilles de lecture et les stéréotypes généralement associés à la violence politique des femmes. Pourtant, si elles permettent salutairement de déconstruire les discours médiatiques et de contester les grands récits sur ces violences, ces études ne nous renseignent que peu sur les aspects concrets de l'engagement féminin dans des activités violentes. Trois questions méthodologiques, très peu abordées par les recherches actuelles, semblent en fait rester ici en suspens. Tout d'abord, si l'on souhaite prendre au sérieux les imaginaires sociaux sur ces phénomènes, il convient également de s'intéresser aux discours des groupes ou partis politiques dans lesquels ces femmes sont engagées, qui produisent tout autant de normes et de pratiques légitimes sur la tenue des rôles féminins et masculins, mais aussi sur l'utilisation (genrée ou non) de la violence. Par ailleurs, en dépit de difficultés méthodologiques et

empiriques réelles, une sociologie compréhensive de l'engagement armé au féminin ne peut faire l'économie d'une analyse des discours produits par les actrices elles-mêmes, que ceux-ci concernent les raisons de leur engagement, leur manière d'appréhender leur rôle et leur investissement personnel au sein de l'organisation, leurs expériences de la guerre et même leurs pratiques violentes. De ce point de vue, une analyse fondée sur le recueil de récits de vie (trajectoires biographiques) peut utilement permettre de saisir le travail collectif à l'origine des adaptations constantes entre les attentes des individus et celles de l'institution (Strauss, 1992, p. 143). Enfin, au-delà des discours, il faudrait interroger encore plus directement ces engagements et ces pratiques violentes *via* des observations ethnographiques directes. Si ce genre d'enquêtes au plus près des violences peut apparaître ici encore plus complexe et risqué (le récent numéro de la revue *Cultures et Conflits* sur les « ethnographies politiques de la violence » montre que l'observation directe est de fait, pour de multiples raisons, peu usitée. Cf. Makaremi, 2016), des enquêtes au cœur des organisations politiques utilisant la violence restent possibles et permettent de distinguer les décalages pouvant exister entre théories politiques affichées et pratiques sociales réelles (division sexuée du travail combattant notamment).

Qu'en est-il alors plus précisément de ces femmes kurdes engagées dans les rangs du PKK et du PYD ? Les représentations médiatiques de ces femmes correspondent-elles à la réalité des rapports genrés au sein des deux organisations ? Comment penser leur engagement et la manière dont elles sont intégrées dans les unités combattantes ? Est-il enfin possible de parler à leur propos d'émancipation dans et par la violence ? Il nous semble que répondre à ces questions exige d'analyser ensemble l'échelle microsociologique des trajectoires et des pratiques individuelles et l'échelle mésosociologique des institutions partisans : dans le cas kurde, comme dans de nombreuses guerres civiles, ces engagements militants et ces investissements de soi dans la lutte armée prennent en effet forme et corps au sein d'organisations politiques qui les façonnent, mais qui peuvent aussi être partiellement transformées par les pratiques de leurs membres.

Il apparaît donc nécessaire de réhistoriser le phénomène, afin de souligner le rôle des organisations dans la promotion d'un modèle d'engagement féminin (et masculin) singulier et de rendre compte de la complexité des rapports de pouvoir dans lesquels les femmes combattantes sont prises aujourd'hui. Il conviendra aussi de distinguer « engagement dans une organisation violente » et « engagement dans la violence » : si le premier correspond bien à un processus individuel et micro-sociologique, le second est le plus souvent d'abord fonction de l'organisation, et ne peut s'analyser qu'à une échelle mésosociologique.

Engagement et radicalisation : des singularités de genre ?

Si les combattantes kurdes sont médiatiquement très visibles depuis l'avancée fulgurante de l'État islamique en Irak et en Syrie en juin 2014, la bataille de Kobanê ou la bataille d'Afrin (janvier-mars 2018), l'engagement féminin dans les organisations politiques kurdes reste aujourd'hui très contrasté.

Spécificité de l'expérience PKK et de ses organisations sœurs

En Irak, au sein du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de la famille Barzani, les femmes ne sont pas combattantes, même si elles peuvent devenir policières. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, et principal rival du PDK durant deux décennies, a quant à lui créé une première unité féminine en 1996. Si ces 500 à 600 combattantes (parmi 150 000 à 200 000 *peshmergas*¹) étaient surtout chargées de la surveillance des frontières et n'étaient pas destinées à combattre, la guerre contre l'État islamique a conduit un certain nombre d'entre elles à rejoindre le front après 2014, opération interrompue ensuite par manque de crédits. En Iran, la proportion de femmes combattantes est historiquement bien plus importante au sein des organisations kurdes, qui restent cependant bien plus petites. Le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) et le Komala (Comité des Révolutionnaires du Kurdistan d'Iran), tous deux retranchés au Kurdistan irakien, comptent ainsi plusieurs centaines de combattantes pour sans doute un peu plus de mille *peshmergas* chacun. Certaines ont cherché à participer à la guerre contre l'État islamique et d'autres sont en premières lignes depuis que le Komala a repris les hostilités avec l'Iran en 2016.

C'est en fait dans les organisations pro-PKK (originaire de Turquie) que le phénomène de l'engagement féminin a pris le plus d'ampleur. En Turquie, de nombreuses femmes s'investissent dans la gauche turque et kurde dans les années 1970. Mais il faut attendre le début des années 1990 pour observer un engagement féminin massif au sein du PKK et des partis pro-kurdes légaux. Après une expérimentation de deux ans, des unités combattantes exclusivement féminines sont créées en 1995 (aujourd'hui nommées Union des femmes libres – Star, YJA-Star, distinctes des Forces de défense du peuple, HPG, masculines ou mixtes) et un parti féminin autonome est fondé en 1999 (le Parti de la femme libre du Kurdistan, PAJK). Aujourd'hui, plus de 40 % des guérilleros sont des femmes et la co-direction mixte a été instituée dans toutes les organisations politiques et militaires du parti. Au-delà, ce système s'est diffusé aux organisations sœurs du PKK créées au début des années 2000, notamment

¹ Les combattants kurdes iraniens et irakiens sont appelés *peshmergas*, soit celles et ceux « qui ne craignent pas la mort ». Les combattants du PKK sont par contre des *gerilla*, des guérilleros ou guérilleras.

en Iran et en Syrie : le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan, qui a mené une guerre contre le régime iranien entre 2004 et 2011) et le PYD (Parti de l'Union démocratique, qui contrôle officiellement les régions kurdes de Syrie depuis 2012) sont en effet organisés selon le même schéma (branche armée, branche politique et organisations de la société civile) et comprennent une proportion de femmes quasi-similaires. Comme on l'a vu à Kobanê ou encore à Manbij, les combattantes des YPJ (Unités de défense des femmes) participent autant à la lutte armée que les YPG masculines ou mixtes (Unités de défense du peuple), ce qui ne manque pas d'étonner dans des pays souvent considérés comme la « ceinture du patriarcat classique » (Kandiyoti, 1988).

L'engagement féminin au sein de sociétés marquées par la domination masculine

Existerait-il ainsi une spécificité kurde au Moyen-Orient ? Il est vrai que des femmes de statut social élevé ont pu prendre la tête de tribus entières, voire devenir commandante militaire dès le XIX^e siècle (Bruinessen, 2001). En Irak dans les années 1960, une jeune assyrienne, Margaret George Shello, rejoint les *peshmergas* du PDK de Mustafa Barzani et est nommée commandante d'une unité masculine : elle est tuée en 1969 et devient rapidement une icône célébrée dans l'ensemble du Kurdistan. Dans les années 1970, d'autres femmes s'engagent dans la branche politique du parti, telle Leyla Qasim, la première militante kurde officiellement exécutée par le régime irakien en 1974. Enfin, d'autres encore s'engagent aux côtés de leur mari, comme Hero Ibrahim Ahmad, qui laisse ses enfants à ses parents à Londres en 1979 pour rejoindre Jalal Talabani, le leader de l'UPK, dans les montagnes du nord de l'Irak. La plupart de ces femmes assurent le rôle de coursières, s'occupent des repas ou de la logistique, soignent les blessés, produisent les premières vidéos du conflit et, bien que parfois armées, ne sont jamais envoyées au front. Au sein du PKK, Besê Anuş (tuée en 1981) est considérée comme la première victime féminine du parti, tandis que Gurbet Aydın (tuée en 1992) est une militante politique de renom dès les années 1980, tant en Turquie qu'en Europe. Kesire Yıldırım, la propre épouse du leader du PKK Abdullah Öcalan, est également, en 1978, membre fondatrice du parti. Pourtant, toutes ces femmes « exceptionnelles » devaient en quelque sorte « le rester » (Grojean, 2015b, p. 63) : ne remettant pas en cause l'ordre sexué dominant, elles permettaient de légitimer le mouvement kurde sans être considérées comme déviantes dans des sociétés encore aujourd'hui marquées par une domination masculine très prononcée.

Sans essentialiser ces sociétés en constants mouvements, force est en effet de constater que les couches populaires, rurales ou récemment urbanisées, restent conservatrices au Moyen-Orient, et ce bien au-delà des seules populations kurdes sunnites. Les activités féminines sont souvent cantonnées

à la sphère privée, les violences conjugales sont numériquement toujours importantes, les mariages plus ou moins arrangés sont encore fréquents dans de larges segments de la population et les « crimes d'honneur » (le fait de tuer une femme soupçonnée d'adultère ou de relations sexuelles hors mariage) continuent d'être peu ou mal traités par les tribunaux. La notion d'honneur (*namûs* en kurde, *şeref* en turc), qui structure socialement les rôles masculins et féminins, reste de fait moins contraignante pour les hommes que pour les femmes, à qui il est encore proposé d'être d'abord des mères, des épouses ou des sœurs. Depuis le début des années 1990, l'élargissement massif des mobilisations pro-kurdes en Turquie et l'engagement de nombreuses jeunes femmes kurdes au sein du PKK et dans les partis pro-kurdes légaux marquent en ce sens une rupture : en se servant de la popularité grandissante du parti d'Öcalan, ces femmes se sont pour beaucoup affranchies des normes de comportement « traditionnelles ». Et ce phénomène, qui touche aussi à la même époque le Kurdistan d'Iran, a gagné l'Irak dès la fin des années 1990 et la Syrie au début des années 2010.

Masculin/féminin : une sociologie de l'engagement marquée par des raisons différentes mais par des processus sociologiques similaires

Existe-il alors des singularités de l'engagement féminin dans les organisations armées kurdes ? D'une certaine manière, on ne peut répondre que par l'affirmative : les trajectoires militantes féminines diffèrent souvent empiriquement de celles des hommes. Schématiquement, de nombreux témoignages montrent que les très jeunes femmes d'origine rurale peuvent s'engager pour échapper à une vie qui leur apparaît toute tracée (mariage arrangé, absence d'éducation et de possibilités d'ascension sociale), pour fuir l'autoritarisme d'un père, d'un frère, ou d'une mère, ou parce qu'elles se retrouvent dans une situation marquée par une incertitude forte (destruction et évacuation du village, emprisonnement ou assassinat des proches par exemple)². À l'inverse, dans les années 1990, les jeunes hommes kurdes de Turquie rejoignent les montagnes pour échapper au service militaire, pour éviter d'être recruté comme Korucu (gardien de village, milices paramilitaires armées par l'État) ou en raison de l'absence d'opportunités professionnelles. L'engagement d'un jeune homme est aussi généralement mieux accepté par la famille que l'engagement d'une fille. Pourtant, nombre de caractéristiques sont également communes aux deux sexes. Ainsi, l'engagement est indistinctement facilité quand la famille est elle-même « patriote », c'est-à-dire sensibilisée à la cause ; quand ce n'est pas le cas, l'intérêt pour la question kurde débute souvent au lycée, au contact de camarades plus

² Les situations diffèrent selon la localité d'origine (pro-étatique, sunnite conservatrice, alévie ou pro-PKK), la taille de cette localité (du village, aux grandes villes kurdes jusqu'aux grandes métropoles de l'Ouest), le milieu social des familles (inégalités en termes de capitaux économiques et scolaires) et évidemment la période considérée (évolution des imaginaires genrés suite justement aux mobilisations du PKK).

politisés. Dans les espaces urbains, que l'on soit une fille ou un garçon, l'incarcération (pour avoir distribué des tracts ou participé à une manifestation) est fréquemment une étape clé du processus d'engagement. Enfin, entre autres caractéristiques communes, le départ d'amis dans la guérilla, voire le départ en couple, sont des expériences régulièrement relatées.

Mais au-delà de ces éléments empiriques différents ou communs (contraintes, opportunités, rétributions...), il semble bien que les modalités et les processus d'engagement ne soient pas spécifiquement genrés, en ce que les mêmes dynamiques sociologiques affectent les deux sexes de manière très similaire. Autrement dit, il n'y a aucune différence de nature entre trajectoires masculines et féminines et celles-ci peuvent être analysées avec les mêmes outils théoriques. Ainsi, comme l'a remarqué la sociologie des mouvements sociaux et du militantisme, les engagements sont fonction de la disponibilité biographique (jeunesse, volonté de partir, absence d'enfants le plus souvent), d'une plus ou moins grande sensibilisation à la cause et de la présence ou de l'absence de réseaux de recrutements (qui dépendent aussi du lieu de l'engagement), des compétences et des ressources politiques et économiques (qui conduiront certains à s'engager d'abord dans la branche politique), du rôle des aînés ou des figures emblématiques qui agissent comme des repoussoirs ou des agents incitateurs (oncle, cousins, frères et sœurs...). Si la volonté du PKK, du Komala, du PDKI puis de l'UPK d'accueillir aussi des femmes a évidemment conduit celles-ci à pouvoir se projeter dans la lutte armée, rien ne permet d'affirmer que l'idéologie des partis sur la question des femmes aurait « motivé » les « décisions » d'engagement, même si celles-ci sont souvent rationalisées ex-post à la lumière de ces théories. Comme souvent, la question des idéologies (le marxisme-léninisme, la théorie de l'Homme nouveau, ou encore la théorie de la Femme libre en ce qui concerne le PKK) se pose davantage sur le mode des incompatibilités éventuelles plutôt que sur celui des affinités, même si, bien sûr, on peut aussi repérer des engagements davantage intellectualisés chez certains jeunes bénéficiant de capitaux politiques, culturels et économiques plus importants, dans les années 1990, mais surtout dans les années 2000 et 2010. De la même manière, bénéficier de compétences « violentes » (sport de combat, expériences du maniement des armes) ne peut être considéré comme une prédisposition à l'origine de l'engagement : de fait, les bagages idéologiques et les compétences politiques et militaires sont le plus souvent acquis au cours de l'engagement, au sein des organisations.

Façonnage organisationnel et relations de pouvoir au sein du PKK

Car les différents partis sont bel et bien des institutions « éducatives », ou de formation, visant à faire correspondre les objectifs et attentes de l'organisation avec ceux des militants/combattants. Si tous

cherchent évidemment à faire acquérir des compétences physiques et militaires à leurs membres, certains attachent aussi une importance fondamentale à la transmission de connaissances, de valeurs et de référents idéologiques : les partis les plus marqués à gauche, tels le Komala ou le PKK (puis le PYD et le PJAK), sont ici plus entreprenants que le PDKI, le PDK ou l'UPK. Ce sont également ces premiers partis qui ont davantage théorisé et approfondi la question féminine et les rapports de genre au sein de leurs organisations.

Différentes manières de concevoir la question féminine

Si les deux principaux partis kurdes d'Irak défendent aujourd'hui l'égalité homme-femme, si l'UPK accordait déjà une place importante à la « libération des femmes » dans ses statuts fondateurs de 1976 (Art. 7a, cité in Fischer-Tahir, 2003, p. 96), force est de constater qu'ils n'ont jamais réellement travaillé théoriquement la question du genre et des rôles masculins/féminins. Il en va peu ou prou de même pour le PDKI, où les femmes peuvent pourtant devenir *peshmergas*. Au sein du Komala iranien en revanche, et même si très peu d'études sont aujourd'hui disponibles sur le sujet³, les rapports hommes-femmes constituent une problématique légitime depuis la fondation du parti en 1969. Le Komala serait le premier parti kurde à avoir intégré des femmes dans sa guérilla dès la fin des années 1970. D'inspiration maoïste, il s'attaque aux structures « traditionnelles » (et notamment aux tribus) qui incarnent tout à la fois la « féodalité » et le « patriarcat ». Dans les années 1980, le quotidien des femmes de *peshmergas* n'en est néanmoins pas rendu beaucoup plus enviable (cf. Mojab, 2000). Un tournant s'opère pourtant en juillet 2001, quand le 9^e Congrès du parti adopte une résolution en forme d'autocritique, insiste sur la « domination masculine » et propose l'auto-organisation des femmes au sein d'un parti indépendant. D'une certaine manière, il s'inspire alors de théories et de pratiques initiées par le PKK au cours des années 1990, mais sans ses mythes politiques et avec des règles d'interactions entre sexe très différentes (autorisation des mariages après 8 mois de vie commune, non-rupture avec les liens de la socialisation primaire notamment, cf. Guillemet, 2017).

Car aucune organisation kurde n'est allée aussi loin que le Parti des Travailleurs du Kurdistan dans la théorisation et la mise en pratique de nouveaux rôles masculins et féminins. Les analyses d'Öcalan, initiées au milieu des années 1980, ont été publiées sous forme de recueil en 1992 et fortement actualisées (et complexifiées) dans un ouvrage publié en 2013 (Öcalan, 1992 ; 2013). Comme dans de nombreuses entreprises nationalistes (Yuval-Davis, 1998), elles sont fondées sur une vision et une

³ Voir cependant les travaux doctoraux en cours de Sarah Guillemet à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et de Fatemeh Karimi à l'EHESS (Paris).

interprétation singulières de l'histoire (Cağlayan, 2012). Ainsi, à l'ère néolithique, le système Zagros-Taurus (le Kurdistan actuel) se caractérisait par le matriarcat, qui induisait une forme de socialisme primitif, un rapport « écologique » à la nature et surtout une situation de paix. L'alliance des hommes âgés et des chamanes (les premiers prêtres) contre les femmes introduit progressivement la hiérarchie, l'autorité et la guerre. Et c'est autour des hommes que les premières sociétés urbaines formées par les surplus de production se sont organisées sur le modèle étatique : une société et un proto-État fondés sur la propriété privée. Dès lors, les femmes ont été mises en esclavage, colonisées, et ont commencé à porter l'honneur de la famille. Le patriarcat s'est ensuite développé avec les différents monothéismes (du judaïsme à l'islam en passant par le christianisme), le système social féodal – caractérisé au Moyen-Orient par un système dynastique tribal et familial – le capitalisme et l'État nationaliste. C'est la masculinité « traditionnelle » qu'il est ainsi nécessaire de combattre, notamment avec les armes intellectuelles de la *jineoloji*. Cette « science de la femme » postule en effet que les femmes sont par nature pacifiques (car non dominatrices), anticapitalistes et écologistes (car elles ne recherchent pas le profit mais seulement la satisfaction des besoins fondamentaux) et sont animées par une intelligence émotionnelle, une esthétique et une compréhension de la vie, ainsi qu'une responsabilité éthique bien plus forte que celle des hommes. Elles ont donc un rôle fondamental et primordial dans l'avènement de la « civilisation démocratique » et égalitaire qui ne vise plus la création d'un État indépendant. On le voit, la critique et la déconstruction de la domination masculine historique conduit Öcalan à une réification, re-naturalisation et ré-essentialisation de la féminité. Et toutes ces idées ont effectivement commencé à être mises en pratique, dans les cercles sympathisants du mouvement mais d'abord dans les unités combattantes.

Des mises en pratique ambiguës, visant surtout l'asexuation et la déssexualisation

Depuis les débuts du PKK en effet, la guérilla est en quelque sorte l'avant-garde éclairée de la nouvelle société kurde à construire. C'est donc en son sein que doivent être expérimentées de nouvelles manières de faire et de penser. En 1993, de premières unités non-mixtes sont expérimentées et deviennent officielles en 1995 : la séparation entre les sexes est préconisée afin de favoriser l'émancipation des femmes. La répartition des tâches entre hommes et femmes est organisée selon un schéma relativement égalitaire (Solina, 1997 ; Flach, 2003). En principe, les deux sexes participent conjointement aux actions logistiques et militaires, mais en pratique il a même parfois été décidé que les hommes devaient s'occuper davantage de la cuisine et du nettoyage, car les femmes avaient déjà beaucoup donné durant « ces 5000 ans de patriarcat » (Flach, 2007, p. 107). Pourtant, plus ou moins indépendamment des directives exigées par le PKK, les rapports de genre au sein du parti sont restés

strictement codifiés (manière de saluer, de s'habiller, de se parler) et rappellent bien souvent les règles sociales en vigueur dans les sociétés kurde et turque (Grojean, 2013). De plus, un certain nombre de clichés liés aux rôles sociaux féminins ont continué à dominer les rapports sociaux, s'apparentant à une véritable « division sexuelle du travail révolutionnaire » (Falquet, 2003) : éloignement des combats, tendance à croire que les femmes sont davantage susceptibles de « trahir », etc. Si ces tendances sont nettement moins fortes aujourd'hui que dans les années 1990 (les combattantes sont désormais en première ligne, qu'il s'agisse des HPG/YJA-Star ou des YPG/YPJ), elles sont toujours accentuées par la stricte interdiction de nouer des relations d'amitié privilégiée, et plus encore d'amour, avec l'autre sexe – ce qui n'a jamais été prohibé au sein du PDK, de l'UPK, du PDKI ou du Komala – et par l'obligation de couper tous les liens avec son ancienne existence, son ancienne vie⁴. Il n'est en fait pas vraiment ici question de laisser les femmes inventer de nouveaux rôles féminins alternatifs, mais de rationaliser les rapports de genre et l'« économie libidinale » (Goodwin, 1997) dans un groupe (souvent reclus) marqué par une forte promiscuité entre les sexes. Mais si la plupart des guérillas ont cherché à réguler les relations sexuelles, celle du PKK est l'une des seules à les avoir strictement interdites (Gayer, 2014).

Loin d'être « féministe » au sens occidental du terme (et contrairement au Komala qui s'en revendique, cf. Guillemet 2017), la théorie de la « Femme libre » peut en effet être également lue comme une version féminisée et complémentaire de la théorie de l'« Homme nouveau » développée par Öcalan : elle s'inscrit alors dans une volonté réelle de transformer les *habitus* des hommes et des femmes engagés et de les désaliéner de la domination turque, traditionnelle (tribale, religieuse) ou plus généralement étatique et capitaliste, afin d'en faire les composantes éclairées d'une société nouvelle. Et comme nous l'avons montré ailleurs, elle permet également de discipliner les combattants, d'en faire de véritables révolutionnaires professionnels mus par un unique objectif politique, et surtout de les assujettir au PKK et à son chef (Grojean, 2008a ; 2013). Il semble donc que coexistent au sein du parti une véritable sensibilisation à la domination masculine et aux sentiments d'incompétence féminine d'une part, et, d'autre part, une disciplinarisation des corps et une asexuation/déssexualisation des militants et combattants visant la production de dispositions à la remise entière de soi à l'institution et à son chef. Ce constat ne signifie en rien une absence

⁴ Il semble que cette règle ait été différente au sein des FDS (Forces démocratiques syriennes), pourtant dirigées par des combattants aguerris du PKK. En effet, face aux difficultés de recrutement rencontrées par les YPG/YPJ/FDS avant la bataille de Raqqa, de jeunes hommes et femmes mariés semblent avoir été recrutés fin 2016. Or, ils/elles peuvent, lors des permissions, rentrer chez eux/elles et avoir une vie privée qui ne regarde pas le parti (tant que la bonne moralité est publiquement assurée). Cette règle ne concerne néanmoins que les combattants « temporaires » recrutés localement et non les membres du parti ayant été formés au sein des bases du PKK situées sur le Mont Qandil au Kurdistan irakien. Nous remercions Arthur Quesnay pour ces informations.

d'enthousiasme, de courage, ou de volonté d'expérimentation des recrues masculines et féminines du PKK. Au-delà des visions romantiques ou « libérées » développées dans les médias, il appelle uniquement à resituer ces engagements dans le cadre d'organisations en guerre, évoluant dans des contextes tout à la fois très meurtriers et profondément anxiogènes. D'une certaine manière, ces règles et ces normes de comportements visent avant tout à réduire l'incertitude au sein de l'organisation et, grâce à l'obéissance, à s'assurer de la bonne conduite des combattants⁵.

Les conséquences biographiques de l'engagement (armé) au féminin

Ces engagements féminins conduisent-ils alors à des « prises de conscience » de l'arbitraire de l'asymétrie des rapports de genre ? Autrement dit, peut-on estimer les effets de ces engagements sur la vie de ces femmes et de ces hommes ? Est-il possible d'évaluer les conséquences biographiques de ces engagements féminins ? D'un certain côté, et comme dans de nombreux autres mouvements, il ne fait guère de doute que ces femmes échappent ainsi à l'univers domestique et acquièrent des savoir-faire, des compétences politiques (et militaires) et une estime de soi qu'elles n'auraient jamais pu imaginer acquérir en dehors de leur engagement. Mais un certain nombre d'études montrent que les effets de l'engagement doivent être saisis dans une pluralité d'espaces sociaux interdépendants, des activités militantes à la sphère domestique en passant par la sphère professionnelle (Fillieule, 2009, p. 67-68). Or, du fait de leur situation de recluses, les membres-combattantes du PKK (ce n'est pas le cas des militantes politiques) n'évoluent guère que dans la sphère du parti et ne se retrouvent qu'exceptionnellement prises dans des interactions longues et continues avec des civils non-combattants : engagés à vie (jusqu'à la mort), celles et ceux qui sont originaires de Turquie ne peuvent imaginer rentrer dans leur famille ou leur village. Il reste ainsi difficile d'évaluer les conséquences biographiques de leur engagement, même si l'on sait que les révolutions ou les indépendances conduisent également bien souvent à oublier le rôle éminent que les femmes y ont joué (Lazreg, 1990 ; Falquet, 1996 ; Boutron, 2013 ; Virterna, 2013).

Il en va pourtant autrement des combattantes des YPG/YPJ/FDS en Syrie et des combattantes envoyées (ou s'étant exilées) en Europe et ayant choisi de quitter le PKK. L'existence de « zones libérées » (le PYD contrôle en 2018-2019 l'essentiel du nord de la Syrie, bien au-delà du Rojava) permet en effet aux premières de rentrer ponctuellement dans leurs familles, pour une durée plus ou moins longue, à la faveur de permissions. Des témoignages et des documentaires vidéo montrent alors tout

⁵ Même si, au sein de l'organisation, les femmes ont aussi cherché elles-mêmes, individuellement et collectivement, à transformer leur condition dominée de combattantes (via notamment le dispositif de non-mixité, cf. Cansız, 2015a ; 2015b ; 2018 ; Flach, 2003 ; 2007 ; Guillemet, 2017 ; Solina, 1997).

à la fois l'*empowerment* de ces femmes dans la sphère privée, leur émancipation vis-à-vis de rôles « traditionnels » genrés, et le nouveau regard rempli (souvent) de fierté et d'admiration que portent sur elles les membres masculins et féminins de leur famille et de leur village. Reste cependant à observer ce qu'il en sera quand elles ne rentreront plus chez elles en treillis militaire et avec leur fusil d'assaut, mais en civil, désarmées et sans perspective de nouveau départ prochain pour la guerre. C'est précisément ce qui caractérise les secondes, exilées en Europe (et parfois en Irak), qui ne se retrouvent néanmoins que rarement au sein d'un cercle familial qu'elles auraient laissé au moment de leur départ⁶. Insérées dans des sociétés plus complexes, davantage individuées et marquées par un anonymat propre aux espaces urbains, ces ex-combattantes sont moins tenues que leurs homologues kurdes syennes par les normes sociales en vigueur dans les espaces ruraux du Moyen-Orient et pourraient de ce fait bénéficier de plus de « liberté » ou de créativité dans l'invention de leur nouvelle vie, dans la construction de nouveaux rapports de genre⁷. Si une telle étude du devenir de ces anciennes combattantes reste à faire, un certain nombre d'indices tendent à montrer les ambivalences de ces émancipations, mais aussi les conflits et les disputes qu'elles peuvent générer. Ainsi, au milieu des années 2000, une ancienne militante du PKK, avec qui nous discutons d'une amie à elle, originaire d'Irak et ayant combattu dans la guérilla, qui venait de quitter le parti et cherchait aussitôt à se marier, nous confiait : « Quand j'ai su qu'elle voulait trouver un mari rapidement, je lui ai dit, "s'être battu pour la libération du Kurdistan, c'est aussi s'être battu pour la libération de la femme, tu ne dois pas rester si féodale, sinon à quoi ça sert ?". Pour cette ancienne militante, vouloir se marier rapidement signifiait alors renoncer à l'autonomie réelle (vis-à-vis de la famille notamment) acquise par l'engagement au sein du parti, comme si cet engagement n'avait été qu'une simple parenthèse de liberté vis-à-vis de la domination masculine. Pourtant, quelques années après, celle-ci a également décidé de se marier, après avoir vécu des histoires amoureuses compliquées qui l'ont souvent épuisée... et, à son grand désespoir, trop tardivement pour espérer avoir des enfants. De la même manière et indépendamment du passage par la guérilla, il faudrait également s'attacher davantage aux différences entre les discours et les pratiques en vigueur au sein du parti. À la même époque, nous avons rencontré un couple de militants associatifs⁸, auteurs d'une pièce de théâtre dramatique sur la condition des femmes kurdes, qui visait tout à la fois à dénoncer le patriarcat et les violences sexuelles

⁶ Une telle situation ne concerne en fait que les filles d'immigrés kurdes exilés depuis longtemps et s'étant engagées d'abord dans la branche politique en Europe avant de rejoindre la guérilla au Moyen-Orient avant de quitter le PKK et de rentrer dans leur famille.

⁷ Même si l'on connaît évidemment les nombreuses contraintes et difficultés que rencontrent aussi les réfugiés à leur arrivée en Europe.

⁸ La jeune femme était membre du Frauenrechtsbüro gegen sexuelle Folter e.V. et le jeune homme avait longtemps travaillé au Centre culturel mésopotamien d'Istanbul (MKM), après avoir été membre de l'association turque des droits de l'Homme (İHD) et du Parti du travail du peuple (HEP, parti pro-kurde légal puis interdit) à Diyarbakır.

coloniales, et à montrer le caractère par nature pacifique des femmes. Quelques jours après la représentation théâtrale au sein d'une association pro-PKK, et alors que nous cherchions depuis une vingtaine de minutes à interroger le couple de comédiens sur le sens qu'ils avaient souhaité donner à leur pièce, la jeune femme en colère s'éloigna brusquement afin de protester contre le comportement de son mari qui ne lui avait pas laissé prendre la parole et avait entrepris de nous raconter l'histoire du théâtre kurde... depuis l'antiquité grecque. Une telle anecdote montre également que, comme dans de nombreux autres contextes, « la revendication et la prise d'autonomie par les unes ont rarement un effet sur les autres [masculins] » (Fillieule, 2009, p. 69)⁹.

L'impensé (ou presque) de la violence politique des combattantes kurdes

Nous nous sommes jusqu'à présent penchés sur l'engagement armé féminin, sur la construction des rôles genrés au sein des organisations combattantes et sur les conséquences biographiques de ces engagements. Mais il n'a presque pas été question de violences politiques, que celles-ci soient exercées au masculin ou au féminin. Force est en effet de constater la difficulté à travailler directement sur le caractère potentiellement genré de la violence, à l'exception peut-être de la violence contre soi (Aretxaga, 1997, sur les *dirty protests* en Irlande du Nord ; Grojean, 2012 ; 2015a dans le cas kurde). Par ailleurs, alors que les chercheurs abordent souvent la question de l'engagement féminin dans la violence (sans y apporter de réelle réponse), il convient d'abord de préciser que la violence politique est le plus souvent d'abord le fait d'une organisation, et non d'un individu (femme ou homme) isolé.

Engagement « dans la violence » ou « dans une organisation exerçant la violence » ?

Qu'elles concernent les femmes ou les hommes, on peut en effet distinguer trois modalités idéales-typiques d'exercice de la violence politique, de la plus « spontanée » à la plus « organisée ». Une première modalité, marginale au regard de l'ensemble des violences politiques, concerne des actions violentes commises par des femmes en dehors de toute organisation structurée. Elle correspond à des actions individuelles (l'assassinat de Marat par Charlotte Corday par exemple) ou des situations révolutionnaires ou insurrectionnelles complexes mais souvent circonscrites dans le temps (la marche sur Versailles les 5 et 6 octobre 1789, le démembrement et l'émasculatation du curé républicain de

⁹ Il faut néanmoins souligner le rôle que ces femmes combattantes ont joué dans la prise de conscience de centaines de milliers de femmes kurdes que des inégalités de genre existaient, qu'elles soient simples sympathisantes du mouvement, militantes de partis pro-kurdes légaux en Turquie ou militantes associatives en Turquie, en Iran, en Syrie, et en Europe.

Machecoul, au sud de Nantes, en 1793 par exemple). Une autre possibilité, moins rare, a trait à des violences qui obéissent à des schèmes d'action organisée précis, sans être pour autant commanditées et planifiées par un groupe ou un parti politique. On pense ici à certaines violences féminines génocidaires aux Rwanda en 1994, aux violences de femmes autonomes dans les manifestations parisiennes en 2016, aux intifada palestiniennes, aux insurrections kurdes du début des années 1990 (qui comptaient une minorité féminine non négligeable), à l'organisation d'attentats par de jeunes femmes « radicalisées », au nom de l'État islamique... Dans ce cas, si les initiatives sont bien individuelles et personnelles, si les processus d'engagement dans la violence peuvent même se faire à distance, sans réel contact avec les organisations (cas des « radicalisations » via internet), ces actions s'inscrivent dans une lutte plus globale qui possède des règles et des normes instituées (les revendications et les objectifs sont partagés, les cibles sont connues, certains moyens d'action sont préconisés, etc.). Enfin, une troisième modalité, sans doute la plus fréquente, concerne l'exercice de la violence politique par des femmes dans le cadre d'organisations elles-mêmes politiques, chargées de rationaliser les engagements, les investissements et l'utilisation de la violence (cas de la plupart des mouvements politiques armés). Ces femmes ne sont pas forcément membres d'une organisation (elles appartiennent en revanche à sa mouvance), mais sont mobilisées par des cadres qui canalisent les « volontés », les ressentiments ou les désirs de vengeance (les attaques-suicides féminines perpétrées avec le soutien et au nom du Hamas palestinien, celles de guerilleras kurdes du PKK, et plus généralement toutes les violences politiques d'unités féminines organisées), même si des logiques d'autonomisation peuvent se développer. Si les deux premières modalités d'action relèvent surtout d'une analyse microsociologique fondée sur des récits biographiques, la troisième, dont dépend essentiellement l'exemple des combattantes kurdes, ne peut faire l'économie d'une analyse mésosociologique visant à entrer dans le fonctionnement interne des organisations (Allal, Dorronsoro et Grojean, à paraître).

Si l'on excepte le cas des organisations groupusculaires tout à la fois politiques et violentes (Action directe, la Fraction armée rouge), l'engagement se fait d'abord dans une organisation complexe, ayant construit de multiples ramifications spécialisées et en premier lieu une branche politique et une branche militaires séparées. Comme nous l'ont rapporté de nombreux militants de la cause kurde, il est ainsi possible de s'engager dans une organisation utilisant la violence, tout en ne souhaitant pas soi-même l'exercer (mais en considérant que la lutte armée est bien légitime). Inversement, des militantes mues par un désir de vengeance ont pu s'engager au sein du PKK sans avoir jamais pu être autorisées à rejoindre la guérilla. Il est donc clair que l'institution partisane sélectionne ses militant.e.s, ses technicien.ne.s, ses cadres... et ses combattant.e.s, en fonction de leurs compétences, de leurs dispositions supposées à l'obéissance, pourquoi pas de leur sexe et, plus globalement, de leurs

aptitudes à devenir et à rester un « bon » combattant. Par ailleurs, les organisations ont pour principal problème la constitution d'un appareil militaire fiable et obéissant, capable de produire une gamme de comportements violents différenciés et contrôlables (plus que de pousser les gens à la violence). Pour ce faire, la formation et l'exposition répétée à la violence (subie ou exercée) constitue une *habitation* qui a des conséquences pour sur le contrôle des affects et des émotions. Et cette acquisition de compétences violentes va de pair avec l'intériorisation d'objectifs politiques et la tenue de certains rôles. En cela, c'est bien l'organisation qui définit ce qu'est la « bonne » violence, ses cibles, ses lieux et sa temporalité (Allal, Dorronsoro et Grojean, à paraître). Enfin, et dans la continuité de l'observation précédente, il convient de concevoir la violence non comme une pratique unique, mais comme un ensemble de modes d'action violents disponible, au sein d'un répertoire de modes d'action violents et pacifiques. Et c'est précisément à l'organisation que revient le « choix » stratégique de ses modes d'action différenciés (passage à tabac, assassinat, attaque, attentat, mais aussi mouvements de troupes, manifestations, occupations ou grèves de la faim) au sein d'interactions avec un ou plusieurs adversaires (Grojean, 2008b). Si la violence peut évidemment parfois s'autonomiser (mutilations de cadavres, tortures envers les prisonniers ou encore cas de certains massacres), il convient donc de ne jamais déduire directement de la trajectoire biographique ou des propriétés sociales d'un ou plusieurs individus des modes d'action singuliers : la médiation de l'organisation est ici primordiale.

Rapport à la violence et attaques-suicides : ce que l'on sait de la violence politique des femmes du PKK

Que sait-on alors plus précisément de la violence politique exercée par les combattantes des YJA-Star ou des YPJ ? En fait, rien, ou presque rien, comme d'ailleurs pour l'ensemble des violences politiques féminines organisées, dont l'étude se fait essentiellement à travers le prisme de la mémoire et surtout de la violence subie (Bucaille, 2013 ; Roy, 2012). Si l'on connaît bien le quotidien de ces combattants « lorsqu'ils [ou elles] ne combattent pas » (Grojean et Kaya, 2012), extrêmement peu d'informations filtrent sur les combats ou les opérations dans lesquels interviennent des femmes, sur les violences exercées par ces femmes. Tout au plus sait-on qu'au sein du PKK, de nombreuses femmes combattantes pensent qu'il existe aujourd'hui un art féminin de la guerre (respect des civils, des enfants, des femmes, des animaux et de la nature) qui aurait permis tout à la fois de démocratiser l'organisation et d'éviter les exactions et les actes de barbarie (Flach, 2007, p. 85 et 111-113) conformément à la théorie de la Femme libre développée par Öcalan. Mais l'organisation sélectionne-t-elle ses recrues féminines en fonction de ses stratégies, de ses cibles ou des techniques à utiliser ? La formation *militaire* des combattantes est-elle d'ailleurs totalement similaire à celle des combattants ?

Existe-t-il *réellement* des différences entre les sexes dans la manière d'appréhender certains modes d'action violents ? Au-delà, dans une perspective intersectionnelle, pourrait-on observer des rapports à l'action violente différenciés selon le sexe, la position sociale antérieure à l'engagement ou encore le pays d'origine des combattants kurdes ? Ces questions demeurent pour le moment sans réponse. Pour autant, un certain nombre de témoignages et de recherches peuvent permettre de dégager quelques pistes.

Ainsi, Viyan, dont le témoignage a été co-écrit et publié par la journaliste Pascale Bourgaux (Viyan, 2016), explique comment elle a appris à aimer à devenir *snipeuse* lors de sa formation militaire sur le mont Qandil. Après une faute, lâchée dans la nature pour quelques jours avec une camarade, uniquement dotée d'un fusil de précision, d'une kalachnikov, d'un couteau et d'un peu de sel, elle doit apprendre à survivre. Au bout de quatre jours sans manger, elle finit par tuer un cochon sauvage à l'aide de son fusil Dragounov et se délecte d'une viande *haram* en terre musulmane (p. 94-97). Envoyée au Rojava, lors de combats près de Derik, à la frontière irakienne, elle est cachée au deuxième étage d'une maison abandonnée, face à des combattants de l'État islamique. Elle choisit sa cible (un manutentionnaire dont les allées et venues sont régulières), tire et jubile : « là réside la force suprême du *sniper* : il crée le chaos car personne ne comprend immédiatement d'où il tire » (p. 104). Quelques mois plus tard, lors d'une opération dans le village de Khane, elle raconte que « l'arbre est le poste préféré du tireur en ville, car personne ne s'y attend, l'effet de surprise est maximal », mais qu'il faut ensuite « quitter immédiatement sa planque pour une nouvelle qu'on a préalablement repérée et préparée » (p. 106). Finalement allongée à plat ventre sur un toit, elle tue sa victime « qui n'est plus rien pour [elle] sauf un point à abattre ». Elle considère alors être devenue « une véritable *snipeuse* » (p. 108) alors qu'elle avait jusque-là uniquement « vu des tireurs d'élite dans des films hollywoodiens et [qu'elle] avai[t] beaucoup aimé ça » (p. 109). Lors d'une opération à Kobanê, qui sera sa dernière en tant que *snipeuse* car elle est alors sérieusement blessée au bras, elle s'identifie au *sniper* de l'État islamique en anticipant ce qu'il devrait faire, et en tentant « de le priver de cette extase [qu'elle] connaî[t] si bien » (p. 26). Depuis, rattachée à la logistique, « la frustration de ne plus pouvoir tirer [la] torture » (p. 183). Elle parle de son « excellente vue », de ses yeux « habitués à voir l'invisible » (p. 189), ou du « plaisir » qu'elle a à toucher un Dragounov pour la première fois depuis qu'elle a été blessée (p. 196-197).

On ne sait évidemment pas dans quelle mesure ce témoignage reflète réellement l'état d'esprit et la trajectoire de Viyan. Pourtant, il ne fait guère de doute que cette combattante a été formée, qu'elle s'est spécialisée et professionnalisée, qu'elle a appris à aimer le travail militaire bien fait, et s'est soumise à l'autorité du parti. En cela, son témoignage ressemble fort à ceux du 101^e bataillon de

réserve de la police allemande, étudiés par Christopher Browning et correspond sans doute moins à la « brutalisation » des sociétés qu'a cru déceler George Mosse, même si la haine de l'État islamique est bien présente dans certains passages du témoignage (Browning, 2002 ; Mosse, 2000) et que le fait d'être *snipeuse* diffère d'autres missions violentes moins techniques ou moins professionnalisées (actions de guérilla où l'on ne voit pas sur qui l'on tire par exemple). Ici, la violence n'apparaît pas réellement genrée, en ce que hommes et femmes doivent avoir intériorisé et incorporé les mêmes réflexes, les mêmes techniques et les mêmes objectifs.

Mais d'autres modes d'action semblent pourtant davantage liés au sexe, et notamment les attaques-suicides¹⁰. La question de l'efficacité des opérations militaires est en effet centrale lors du 5^e Congrès du parti (janvier 1995) et Öcalan finit par déclarer un nouveau cessez-le-feu unilatéral en décembre de la même année. Les autorités turques persistant à refuser toute négociation politique, l'idée d'organiser des opérations similaires à celles du Hamas est lancée à la 4^e Conférence du PKK en mars 1996¹¹, et va se concrétiser après la reprise des hostilités (10 juin 1996). Le 30 juin 1996, soit quelque temps après la formation des premières unités féminines non mixtes, Zeynep Kınacı (Zilan) lance une première attaque-suicide contre des militaires turcs à Tunceli. Puis c'est au tour de Leyla Kaplan (25 octobre 1996 à Adana), de Güler Otaç (29 octobre 1996 à Sivas), de Fatma Özen (17 novembre 1998 à Yüksekova), de Hüsniye Oruç (1^{er} décembre 1998 à Lice), de Hamdiye Kapan (24 décembre 1998 à Van), de Nezahat Baracı (4 mars 1999 à Batman)... Soit sept attaques-suicides exclusivement conduites par des femmes, avant que la technique ne soit également reprise par des hommes. Zilan, la première à avoir lancé une attaque-suicide, devient très vite la combattante la plus célébrée de tous les martyrs auto-sacrificiels. Son testament, dont il existe plusieurs versions, est découpé en trois parties : la première s'adresse à Abdullah Öcalan (la « Direction du parti »), la deuxième « au peuple kurde patriote et à l'opinion publique révolutionnaire » et la troisième « aux femmes du Kurdistan et aux combattants de la liberté » (*Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü*, 2005, p. 23-28). Or, sans être le reflet des intentions ou des « motivations » de leurs auteurs, nous avons montré ailleurs que, dans la lignée des rapports autocritiques remis régulièrement au parti, les éléments subjectifs de ces testaments devaient avant tout être analysés comme des traces singulières de relations tout aussi singulières nouées avec l'institution, qu'il faut mettre en relation avec le façonnage institutionnel des militants, la discipline partisane et les dispositifs de sensibilisation à la cause (Grojean, 2015a). Ces « autobiographies d'institution » révèlent ainsi surtout les modalités complexes, plurielles et parfois

¹⁰ Les immolations par le feu semblent également particulièrement genrées, mais nous ne les analyserons pas ici car elles relèvent davantage de schèmes d'actions organisés (les décisions sont plus individuelles) que de modes d'action initiés par l'organisation.

¹¹ Cf. le communiqué du Kurdistan Informationszentrum à Köln, cité in « le PKK décide la reprise de ses actions militaires contre la Turquie », *AFP*, 10 juin 1996.

contradictoires de remise de soi au Parti. De ce point de vue, et conformément à la théorie de la Femme libre, ils témoignent du sentiment de certaines femmes, appelées à être les premières à œuvrer pour la libération, de devoir s'investir dans des missions-suicides, de reprendre le rôle des déesses kurdes de l'âge d'or.

Conclusion

La question de la libération ou de l'émancipation des femmes par les combats et la violence demeure donc ambiguë, dans le cas kurde comme ailleurs (Gayer, 2012). Très peu d'études s'intéressent réellement au caractère genré de la violence politique, préférant s'orienter – pour des raisons essentiellement méthodologiques et d'accès au terrain – vers la violence subie par les femmes ou l'engagement genré dans des organisations violentes (qui reste différent de « l'engagement féminin dans la violence »). Au-delà des hypothèses méthodologiques émises dans ce chapitre (intérêt porté aux discours des différents groupes sur les rapports de genre, prise en compte des discours des actrices elles-mêmes, observation des rapports de genre au sein des groupes violents), notre étude a pourtant permis de mettre en évidence trois éléments de réflexions, qui apparaissent comme autant de pistes à fouiller lors de prochaines recherches. D'une part, il conviendrait de s'intéresser davantage à l'économie libidinale au sein des différents groupes armés dans l'histoire et dans l'espace, qui, vingt ans après l'article précurseur de Jeff Goodwin (1997), n'a pas donné lieu à de véritable programme de recherche, individuel ou collectif, qualitatif ou quantitatif. D'autre part, vingt-cinq ans après l'ouvrage de C. Browning insistant sur l'investissement professionnel de soi dans la violence (2002 [1992]), il conviendrait de retester ses hypothèses à l'aune du genre, alors que nous avons montré (provisoirement) que la professionnalisation ne semblait pas forcément synonyme de division sexuée du travail violent. Enfin, les nombreuses ambivalences repérées à propos de la « libération » ou de l'« émancipation » des femmes, notamment dans le cas turc (trente ans après l'article de Deniz Kandiyoti, 1987), invitent à repenser les termes de la question en ce qui concerne la violence, afin de dépasser ce débat singulièrement insoluble, pourquoi pas autour de la notion de subjectivation. De nouvelles hypothèses donc, susceptibles d'orienter les recherches futures sur les violences politiques des femmes.

Bibliographie

- Allal, Amin, Dorronsoro, Gilles et Grojean, Olivier (dir.) (à paraître), *Logiques de l'action politique violente*, Paris, Karthala.
- Aretxaga, Begoña (1997), *Shattering Silence. Women, Nationalism and Political Subjectivity in Northern Ireland*, Princeton, Princeton University Press.
- Boutron, Camille (2013), « La question du genre en situation de conflits armés : l'expérience des femmes combattantes au Pérou (1980-2000) », *Critique internationale*, n°60, p. 37-52.
- Browning, Christopher R. (2002), *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres.
- Bruinessen, Martin van (2001), « From Adela Khanun to Leyla Zana : Women as Political Leaders in Kurdish History », in Mojab Shahrzad (dir.), *Women of a Non-State Nation : The Kurds*, Mazda Publishers, p. 95-112.
- Bucaille, Laetitia (2013), « Femmes à la guerre. Egalité, sexe et violence », *Critique internationale*, n°60, p. 9-19.
- Bugnon, Fanny (2015), *Les « Amazones de la terreur ». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Payot.
- Cardi, Coline et Pruvost, Geneviève (dir.) (2012), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte.
- Cağlayan, Handan (2012), « From Kawa the Blacksmith to Ishtar the Goddess: Gender Constructions in Ideological-Political Discourses of the Kurdish Movement in Post-1980 Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, n°14, URL : <https://ejts.revues.org/4657>.
- Cansız, Sakine (2018, 2015b, 2015a), *Mein ganzes Leben war ein Kampf (Band 3 Guerilla ; Band 2 Gefängnisjahre ; Band 1 Jugendjahre)*, Mesopotamien Verlag.
- Falquet, Jules (2003), « Division sexuelle du travail révolutionnaire. Réflexions à partir de l'expérience salvadorienne », *Cahier des Amériques latines*, 40, 2003, p. 109-128.
- Falquet, Jules (1996), « Entre rupture et révolution : femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 17, n°2, p. 5-38.
- Fillieule, Olivier (2009), « Travail militant, action collective et rapports de genre », in Fillieule, Olivier et Roux, Patricia (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Science Po, p. 23-72.
- Fischer-Tahir, Andrea (2002), « Wir gaben viele Märtyrer ». Widerstand und kollektive Identitätsbildung in Irakisch Kurdistan, Münster, Unrast Verlag.
- Flach, Anja (2007), *Frauen in der kurdischen Guerilla. Motivation, Identität und Geschlechterverhältnis in der Frauenarmee der PKK*, Cologne, Pappy Rossa Verlag, 2007.
- Flach, Anja (2003), *Jiyanekê din - ein anderes Leben. Zwei Jahre bei der kurdischen Frauenarmee*, Köln, Mesopotamien Verlag.
- Gayer, Laurent (2014), « Faire l'amour et la guerre. Le problème des "relations physiques" au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal », *Politix*, n°107, p. 85-115.
- Gayer, Laurent (2012), « Liberation and containment : The Ambivalent Empowerment of Sikh Female fighters », *Pôle Sud*, n°36, p. 49-65.
- Goodwin, Jeff (1997), « The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954 », *American Sociological Review*, Vol. 62, n°1, p. 53-69.
- Grojean, Olivier (2015a), « Entre témoignage, (auto)biographie d'institution et hagiographie : pour une analyse généalogique des testaments de martyrs », *Signes. Discours et sociétés*, n°18, URL : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=4601>.
- Grojean, Olivier (2015b), « Kurde et combattante : une émancipation des femmes par la guerre ? », *Moyen-Orient*, n°26, p. 61-65.
- Grojean, Olivier (2013), « Théories et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », *Critique internationale*, n°60, p. 21-35.
- Grojean, Olivier (2012), « Self-immolation by Kurdish Activists in Turkey and Europe », *Revue d'Etudes Tibétaines*, n°25, p. 159-168.

- Grojean, Olivier (2008a), « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, n°8, URL : <https://ejts.revues.org/2753>.
- Grojean, Olivier (2008b), *La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, Paris, thèse de doctorat de l'EHESS.
- Grojean, Olivier et Kaya, Sümbül (2012), « Ce que font les combattants lorsqu'ils ne combattent pas. Regards croisés sur les guérilléros du PKK et les commandos de l'armée turque », *Pôle Sud*, n°37, p. 99-115.
- Guillemet, Sarah (2017), « "S'organiser au maquis comme à la ville". Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) » *Confluences Méditerranée*, n°103, p. 65-79.
- Kandiyoti, Deniz (1988), « Bargaining with Patriarchy ». *Gender and Society*, Vol. 2, n°3, p. 274-290.
- Kandiyoti, Deniz, (1987), « Emancipated but unliberated ? Reflections on the Turkish Case », *Feminist Studies*, Vol. 13, n°2, p. 317-338.
- Lazreg, Mounia (1990), « Gender and politics in Algeria : unraveling the religious paradigm », *Signs*, Vol. 15, n°4, p. 755-780.
- Makaremi, Chowra (2016), « "États d'urgence ethnographiques" : Approches empiriques de la violence politique », *Cultures & Conflits*, n°103-104, 2016, p. 15-34.
- Mojab, Shahrzad (2000), « Vengeance and Violence. Kurdish Women Recount the War », *Canadian Women Studies*, Vol. 19, n°4, p. 89-94.
- Mosse, George (2000), *La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme*, Paris, Hachette littérature.
- Öcalan, Abdullah (2013), *Liberating life : woman's revolution*, Neuss, International Initiative Edition/Mesopotamien Verlag.
- Öcalan, Abdullah (1992), *Kadın ve aile sorunu [La question de la femme et de la famille]*, İstanbul, Melsa Yayınları.
- Özgür Kadın Hareketi Şehitler Albümü (2005) [Album des Martyrs du Mouvement de la Femme Libre], Lieu de publication inconnu (Allemagne), Jina Serbilind.
- Roy, Srila (2012), *Remembering Revolution : Gender, Violence and Subjectivity in India's Naxalbari Movement*, Delhi, Oxford University Press.
- Solina, Carla (1997), *Der Weg in die Berge. Eine Frau bei der kurdischen Befreiungsbewegung*, Hamburg, Nautilus.
- Strauss, Anselm (1992), *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan.
- Toivanen, Mari et Baser, Bahar (2016), « Gender in the Representations of an Armed Conflict : Female Kurdish Combatants in French and British Media », *Middle East Journal of Culture and Communication*, n°9, p. 294-314.
- Viterna, Jocelyn (2014), *Women in War. The Micro-Processes of Mobilization in El Salvador*, New York, Oxford University Press.
- Viyana (2016), *Moi, Viyan, combattante contre Daech*, Paris, Fayard.
- Yuval Davis, Nira (1998), *Gender and Nation*, London, Sage.